

Sens du développement et émigration

CCFD/Congrégations – Lourdes 16 avril 2008
CSM Province de Toulouse

*Parution
Mai 2008*



COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT
Direction Vie Associative Lien CCFD/Congrégation @ c.vanvincq@ccfd.asso.fr
4 rue Jean Lantier – 75001 PARIS ☎ 01.44.82.81.04

CCFD Terre Solidaire

4, rue Jean-Lantier - F - 75001 Paris

www.ccfid.asso.fr

Cette journée de réflexion « Sens du développement et émigration » a été demandée au CCFD Terre Solidaire par la CMS Province de Toulouse. Elle a réuni 37 participant(e)s à la Cité Saint Pierre de Lourdes le 16 avril 2008.

Animation :

- *Louis-Marie Boutin, Chargé de Mission Bretagne Pays de Loire*
- *Jean-Pierre Rial, Chargé de Mission Midi Pyrénées Roussillon*
- *Christiane Vanvincq, chargée du lien CCFD/Congrégations*

Librairie et documentation :

Avec la participation de l'Espace Rencontre du CCFD à Lourdes et de la Cimade Midi-Pyrénées

Un travail préparatoire (cf. quelques extraits page 3) a été proposé aux participants :

- Comment voyons-nous le développement ?
- Comment sommes-nous touché(e)s par l'émigration ?

Le présent document retrace le parcours de cette journée Il s'agit plutôt d'un outil de travail pour que ceux et celles qui le souhaitent, puissent poursuivre la réflexion pour eux-mêmes, avec d'autres ou, avec nous.

Merci par avance de penser à nous faire part de vos avis ainsi que nous communiquer vos expertises dans ces domaines : études de cas, expériences, discernements...

Bonne lecture !

Christiane Vanvincq
Lien CCFD/Congrégations

Document papier et électronique disponible sur simple demande

S O M M A I R E

Travail préparatoire : quelques contributions

Le sens du développement

L'émigration

Intervention et réactions

Page 4

Film :Partir ou mourir

CADTM Comité pour l'Annulation
de la Dette du Tiers-Monde

Page 16

Exposition Demain Le Monde

Les migrations pour vivre ensemble
CCFD/ Ritimo / Cimade

Page 17

Test sur l'identité

Suivi d'un débat

Page 18

Film : regards croisés

9 enfants face aux migrations

Cimade Toulouse

Page 21

Un message à faire passer...

Élaboré par les participant(e)s

Page 22

ANNEXES

- Extrait « Qu'as-tu fait de ton frère ? »
- L'arrivée massive des Italiens
- Le monde entier est un village global
- Ne transigeons pas avec le droit des étrangers
- Bibliographie - pour aller plus loin

Page 23

Notre façon de voir le développement ?

Définition

Le développement revêt des aspects très différents d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre. Pour nous, le développement est un progrès qui consiste à améliorer les conditions de vie et de travail des hommes. Aujourd'hui il nous paraît important d'œuvrer pour que chacun puisse bénéficier d'une certaine qualité de vie et d'un certain bien-être sans pour autant être nocif pour ses voisins.

Développement durable, commerce équitable, respect de la création

Il y a une sensibilisation aux problèmes de la pollution, des économies renouvelables grâce à une prise de conscience forte de la mondialisation avec ses avantages et ses inconvénients.

Nous sommes de plus en plus sensibilisées par le développement durable, acheter des produits au juste prix équitable, acheter aux producteurs locaux.

Nous commençons à réfléchir en congrégation sur le « vivre autrement » dans le sens du respect de la nature par le tri pour recyclage, par la mesure de la consommation.

Développement, commerce équitable et respect de la planète : trois grands thèmes auxquels nous nous efforçons d'être sensibles. L'accès des pays en voie de développement aux richesses et à une certaine qualité de vie ne doit pas se faire au détriment de la planète ou de leurs voisins moins avancés dans le développement technologique. Le développement nous apparaît positif :

- s'il profite à toute la société et non pas à une élite seulement ;*
- s'il n'exploite pas les ressources naturelles et humaines de certains pays au dépend d'autres pays ;*
- si l'amélioration des conditions de travail ne prive pas de travail toute une partie de la population ;*
- si l'amélioration des conditions de vie ne conduit pas à un déséquilibre écologique de la planète : ne pas confondre le bien de l'homme et son confort... ;*
- si ce développement considère l'homme non comme un individu producteur consommateur (une machine) mais comme une personne dans toute sa dimension humaine et spirituelle (ex. de la Chine, l'Inde où la personne et des populations entières dans certaines zones sont exclues de l'amélioration du développement et même écrasées par ce même développement.*

A notre modeste place il nous paraît important de veiller au « respect de la planète » :

- faisons la « chasse au gaspillage sous ses formes...*
- comment consommons-nous pour quel respect de l'autre et de l'environnement ?...*
- quels produits utilisons-nous ? commerce équitable... développement durable...*
- que faisons de nos déchets ? tri sélectif...*

Les communautés sont sensibilisées au commerce équitable.

Par le Secours Catholique nous recevons une information sur la Cité concernant le commerce équitable et cela nous fait prendre conscience qu'il est important d'y participer. Cette prise de conscience se fait lentement et s'approfondit.

Nouvelles Technologies

En France le développement des communications facilite de travail, c'est un gain de temps multiple. Les déplacements sont également plus rapides.

Autonomie au Sud

Il est important que nos sœurs du Sud aient le souci et la volonté de se prendre en main, qu'elles intègrent la gestion financière de leurs communautés dans leurs projets afin que nous arrivions à un partenariat plus égalitaire entre le Nord et le Sud.

Le développement ne peut se faire qu'en tenant compte de ce que vivent les personnes dans leur propre pays : lors d'un partage au CCFD quelqu'un nous a fait part d'échecs (d'un projet) par manque de connaissance.

En Amérique Latine (6 communautés) et en Inde (16 communautés), les sœurs sont résolument engagées au service des plus pauvres.

Education au développement

Le développement, nous y sommes sensibles du fait de l'engagement au Secours Catholique de deux sœurs de la communauté et la participation au CCFD . L'action Catholique des enfants a un projet d'éducation et d'ouverture au développement « Les Kilomètres Soleil » et « Le défi Terre d'Avenir ». En tant que responsables de clubs ou engagées dans l'accompagnement nous nous ouvrons à ce qui se vit dans les autres pays.

Nous recevons Messages (revue du Secours Catholique) et Faim et Développement Magazine (revue du CCFD). Nous les lisons et sommes attentives à ce qui se dit autour de nous, car le développement et la solidarité ne sont pas que pour les autres mais concerne aussi les lieux où nous vivons.

Dans la cité nous essayons de comprendre les réactions des personnes même si elles nous gênent. Ne jugeons pas, acceptons les lenteurs et soyons assez humbles et respectueuses pour cheminer avec elles.

En France, dans nos institutions scolaires et sanitaires, tout ce qui se fait au niveau de la formation professionnelle est, nous semble-t-il une façon de travailler au développement. Les sœurs engagées dans les associations comme le Secours Catholique ou le CCFD sont en lien avec une pensée et des processus de développement. Dans les aumôneries de prison, l'approche respectueuse des personnes détenues est aussi, nous semble-t-il un engagement au service du développement.

Relations/Informations/Formation

Pour ma part, je regrette de ne pas être plus informée sur ce que vivent nos sœurs en Afrique et en Argentine. En communauté nous avons à nous y ouvrir par la lecture, les informations, peut-être la correspondance... Pendant deux ans nous avons reçu en communauté une sœur camerounaise, cela a permis des échanges et une prise de conscience de certains problèmes.

En congrégation, on ne travaille pas assez l'enseignement social de l'Eglise. Appel à être plus attentives aux documents du magistère. Relever tout ce qui se fait au niveau des chrétiens (en associations laïques et chrétiennes, pour le développement intégral de l'homme, et pas seulement le développement économique et/ou social. Il est nécessaire de s'informer, de se former.

Le partage

En communauté nous sommes plus sensibles et attentives à tout ce qui est éducation, formation, à ce qui aide les personnes à prendre leurs responsabilités, mais le partage financier a aussi son importance. Nous sommes d'accord entre nous pour ce partage, car même si nous avons peu il faut une part pour le partage.

Nos communautés sont sensibilisées à la « politique du don » : ne pas se débarrasser de nos vieux matériels, anciens manuels scolaires, vêtements... en l'envoyant à la mission en Afrique. Des communautés sont en lien avec des associations, des écoles, des paroisses qui sensibilisent ici pour collaborer à des réalisations là-bas. Une communauté a soutenu des étudiants malgaches pendant leurs études et les a beaucoup encouragés à repartir à Madagascar. La congrégation a fait le choix de placements éthiques au CCFD.

Les Organismes

Le développement est le nouveau nom de la paix (JP II). Notre communauté (à B.) à été sensible à cet aspect, vivant depuis des années avec des enfants, des femmes en grande difficulté (battues, démunies, « pauvres » de bien des valeurs y compris de la connaissance de Dieu. Trois grands organismes reconnus par la Conférence des Evêques de France (le CCFD, le Secours Catholique, la Coopération Missionnaire) travaillent chacun à sa manière au développement de l'homme. Un des membres de notre communauté a travaillé fort longtemps en lien étroit avec le SC pour accompagner et essayer de mettre debout des personnes blessées par la vie souvent celles que l'on pourrait appeler les « sans voix », les laissés pour compte à tous les niveaux : intellectuel, matériel, spirituel... Une autre sœur fait partie du CCFD. Cet organisme est soucieux de développement intégral de l'homme. Son action a une triple dimension :

- matérielle à travers les projets qu'il soutient à l'étranger ;
- politique pour permettre un changement en profondeur en s'attaquant aux causes structurelles du problème : campagne contre la dette des pays pauvres, mise en place du marché équitable...
- spirituel : son engagement découle d'un engagement évangélique car enraciné dans la foi chrétienne ; « par notre action au CCFD nous faisons œuvre d'évangélisation. Au niveau de notre équipe locale cette année nous avons vécu au moment du Carême une journée de prière, de jeûne et de partage autour de l'Encyclique Populorum Progressio. Nous rejoignons ainsi l'Eglise qui, comme le dit Paul VI, n'a jamais négligé de promouvoir l'élévation de peuples auxquels elle apportait la foi.

L'appartenance à la Coopération Missionnaire complète cet aspect de permettre à tout homme de vivre sa dimension spirituelle, en permettant la formation de prêtres, de religieuses, de catéchistes pour l'annonce de l'Evangile, dans un monde bouleversé où manquent les repères.

La congrégation participe au Réseau Foi et Justice Afrique-Europe.

*CCFD TERRE SOLIDAIRE
COOPERATION MISSIONNAIRE
SECOURS CATHOLIQUE CARITAS FRANCE
RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE/EUROPE
LA CIMADE*

Comment sommes-nous touché(e)s par l'émigration ?

Vie Associative

Des sœurs s'investissent dans des associations : accueil, aides diverses, alphabétisation des migrants. D'autres sont en lien avec des organismes militants (Cimade...).

Pour le cas d'un homme jeune qui devait être renvoyé dans son pays, un comité de soutien a été créé et nous en avons fait partie.

Notre rôle : accueillir, écouter, mettre en lien avec les Associations qui peut les aider. Les orienter vers l'alphabétisation car c'est une des premières choses à faire : apprendre le français. Ou bien les diriger vers l'Asti (Association pour les travailleurs immigrés), vers la plate forme des droits. Mais aussi, essayer de les rendre responsables, leur donner le goût de vivre comme cela a été fait pour MC qui, peu à peu est devenue responsable d'un club ACE, cela lui a changé la vie, maintenant elle est reconnue dans la cité ! Peu de choses, mais être attentives, accueillantes au quotidien et travailler en lien avec les Associations.

Nous devons aussi faire des points, solliciter la générosité et le don des personnes pour les associations qui travaillent dans ces domaines.

Vie Internationale

L'internationalité de la congrégation.

Concrètement au Mexique et en Equateur, nos sœurs sont directement en contact avec les conséquences de l'émigration : avec les familles qui sont séparées des hommes partis aux USA : les enfants restent avec les femmes seules ou avec les grands-parents. Souvent des foyers détruits, des enfants sans orientations qui ne connaissent plus le père. Développement de la violence. Au Venezuela départ des forces jeunes et dynamiques vers des pays qui offrent un avenir possible hors d'une idéologie qui enferme.

En France nous avons été confrontées plus directement à l'immigrations par la demande de jeunes africaines désirant entrer dans notre Institut, alors que nous n'étions pas présentes en Afrique francophone. Cela nous a amenées à une réflexion pour donner notre réponse. Accueillir oui, mais en aidant ces jeunes à ne pas fuir leur pays et leur peuple.

Assurer leur formation :

en Afrique pour respecter le désir de la conférence épiscopale de leur Eglise qui s'oppose à leur départ dans des congrégations européennes, américaines ou asiatiques qui ne sont pas sur place ; en voulant garder ces jeunes au service des immigrés ou dans leur propre pays, en envisageant une fondation avec celles dans leur propre pays engagées dans le développement.

Dans les quartiers

Des insertions nouvelles dans des quartiers de banlieue à forte densité de migrants.

Notre insertions dans la cité nous met en contact avec beaucoup de personnes étrangères, avec des sans papiers, qui ne peuvent pas travailler et n'ont pas de logement et sont hébergés chez

d'autres familles. Une d'elle disait : « je n'ose pas prendre le tram, car en ce moment on arrête les noirs, j'ai peur de sortir de la cité ».

Une personne sans papiers dit : « C'est dur ici, mais c'est encore plus dur au pays. Ici je n'ai jamais manqué de rien car il y a une grande solidarité ».

Parfois nous avons du mal à comprendre : comme le cas de ces deux femmes africaines venues en France pour se faire soigner, en laissant des enfants encore jeunes au pays. Peu à peu nous comprenons que le sens de la famille n'est pas le même chez elles que chez nous : là-bas, c'est la famille élargie.

Quelques communautés sont présentes dans des cités où se côtoient différentes nationalités. Des sœurs participent aux actions d'associations qui accompagnent les immigrés sans papiers, ou à des associations qui aident à créer des liens dans les cités pour que les populations d'origine étrangère s'insèrent. Des sœurs sensibilisent les communautés chrétiennes (catholiques et protestantes) aux discriminations que connaissent les immigrés, et participent à la mise en place d'un accueil d'urgence.

Dans les petites villes nous sommes beaucoup moins touchées par l'émigration que dans les grandes villes. Cependant à la Maison d'arrêt il y a un pourcentage assez important d'étrangers. Ils sont là pour des questions qui touchent à l'émigration. Un certain nombre de femmes Africaines résident dans notre ville avec leurs enfants. Leurs conjoints essaient de se procurer de l'argent (par quels moyens ?) dans les villes plus importantes des alentours. Si nous leur demandons ce que font les maris, elles répondent qu'ils ne travaillent pas.

Dans les campagnes

Dans les campagnes surtout il y a un phénomène de peur : peur de l'étranger, peur de l'inconnu. Anecdote racontée par une personne de passage chez nous : un couple d'algérien, lui né en France, avait décidé de s'installer dans un village de la campagne environnante de B. pour une meilleure qualité de vie pour eux et leurs enfants. A l'école, les autres les appelaient « les fils de Ben Laden ». Des gens du village ont signalé au maire et aux sœurs de l'école où étaient les enfants : « le dimanche, une voiture était là et les « arabes » en sont descendus. Ce sont sûrement des extrémistes et ils sont venus s'installer là pour être plus tranquilles pour leurs activités ». Résultat : moins d'un an après, malgré le travail des religieuses auprès des autres parents et leur soutien à la famille, le couple est retourné à B. disant à la directrice « en ville on était tout de même mieux traité. » Notre rôle : mettre les personnes en relation pour qu'elles se connaissent et ainsi aider à chasser les peurs. Favoriser l'échange de savoir (cf. la participation pour nous à « cuisine du monde ») qui permet la connaissance de la culture de l'autre.

Vie scolaire

L'accueil et soutien d'enfants et jeunes dans les établissements scolaires en ville et dans le rural.

Vie politique et citoyenne

Nous souffrons des lois actuelles du gouvernement : elles nous paraissent très dures par rapport à l'émigration ne laissant aucun espoir aux personnes sans qualifications : « France que fais-tu de ton frère étranger ? ». Dans la cité il y a beaucoup d'immigrés. Lors des élections pour la présidentielle bien des personnes disaient : « je n'ai pas le droit de voter : je n'ai pas de papiers ».

Grâce à la loi pour les candidats aux élections municipales, des étrangers ont intégré les mairies et les conseils municipaux ; cela favorise l'attention aux étrangers qui résident parmi nous.

Mais aussi l'actuelle politique scandaleuse du gouvernement en matière d'immigration avec les « quotas » d'étrangers à renvoyer chez eux, même si la prison ou la misère les attendent. Bien sûr

on ne peut pas accueillir tous les étrangers de partout : mais quand même il y a quelque chose qui ne vas pas dans la société quand on traite l'autre en « quotas » comme du bétail ou du matériel. Mais partout, si l'on est attentifs il y a des actions, des personnes qui à titre individuel ou en association ou en réseau informel, aident prennent des risques en cachant des gens chez eux, font les démarches administratives.... Cf. ce que nous a raconté une personne de passage et comment elle s'est retrouvée, presque à son insu, à héberger ainsi une famille et à les protéger de recherches de la police des frontières (cf. le réseau de P. qui soutient et aide des sans-papiers).

Les chrétiens en général, les religieux en particulier, ne sont pas toujours assez présents dans des manifestations locales ponctuelles de soutien (cf. à A. lors de la tentative d'expulsion d'une femme de l'Afrique sub-saharienne alors qu'elle était en surveillance dans une chambre d'hôtel, enceinte et en perspective d'un accouchement médicalement difficile).

Nous avons beaucoup de mal à obtenir des visas pour nos sœurs d'autres pays même pour des séjours de courte durée. N'est-ce pas la conséquence de la politique d'immigration.

Comme tout citoyen nous sommes concernées par le phénomène de l'immigration et tout ce qui nous vient de l'extérieur via les médias, mais certaines des communautés ne sont pas directement engagées auprès des immigrés. Le milieu rural est encore peu touché par l'émigration, cependant nous ne pouvons rester indifférentes à la présence de nombreux anglais dans le voisinage qui font le choix de notre région pour son climat et ses atouts touristiques.

Vie personnelle

Pour nous-mêmes, cela nous aide, progressivement à prendre conscience de ce que c'est que d'être étrangers. Nous n'avons pas à le vivre en tant que tel mais cela nous permet de mieux réagir aux déplacements (intérieurs ou extérieurs) qui nous sont demandés.

Les sœurs de la communauté, venues d'ailleurs, constatent que trois des quatre membres sont des « émigrées » en quelque sorte : une de Bretagne, l'autre du Lot, la troisième de Madagascar. Cela entraîne une mise en commun des richesses, mais parfois des difficultés. Dans nos milieux religieux, la situation d'émigration est vécue par les membres (obédiences au cours de la vie) cela nous appelle à vivre d'autres réalités humaines, sociales, ecclésiales... Dans nos divers engagements, nous sommes souvent appelées à partager des responsabilités avec des gens venus d'ailleurs, là aussi, il y a un échange de richesses mais souvent même après de multiples années de présence sur le terroir, on entend dire qu'on restera toujours un « étranger ».

Formation

Nous essayons d'être sensibilisées et de nous former dans ces deux domaines du développement et de l'immigration.

Le sens du développement

Intervention de Christiane Vanvincq

Lien CCFD/Congrégations

Les ONG, du fait de leurs engagements au Sud dans des réalités locales et avec des partenaires mesurent l'ampleur des évolutions des mentalités et s'inquiètent :

- Quelle solidarité internationale ?
- Quand l'étranger frappe à nos portes ?
- La question des droits ?
- La répartition des richesses ?
- La question de nos modes de vie ?
- Quand des logiques financières s'imposent ?
- Quand les frontières se ferment ?

Aujourd'hui :

3% de la population mondiale vit à l'étranger...

60 % des migrations mondiales concernent des déplacements Sud/Sud...

Beaucoup de déplacements sont dus aux guerres...

Les migrants sont eux-mêmes les principaux acteurs de développement...

I. Le sens du développement

II. L'émigration aujourd'hui

La question du sens se trouve autant dans l'inspiration que dans la direction.

ORIGINALITE du CCFD

Ce n'est pas le développement intégral, d'autres le font, « tout l'homme et tous les hommes »...

Ce n'est pas le partenariat (pas d'expatriés), nous avons été rejoints par de nombreuses ONG sur ce point...

La source de l'action du CCFD, c'est le Christ lui-même. Notre foi vécue collectivement. Notre foi en acte par un engagement auprès des plus pauvres. Notre foi se fait charité/solidarité et promotion de la justice (cf. Charte de la Solidarité)

La finalité de l'action du CCFD, c'est le Christ lui-même (Cf. Matthieu 25)

LES ORIENTATIONS 2008/2012

1. Le respect des Droits humains
2. La juste répartition des richesses

LES PRIORITES THEMATIQUES

1. Prévention et résolution des conflits
2. La souveraineté alimentaire
3. Les migrations internationales
4. L'économie sociale et solidaire
5. Le partage des richesses
6. Rapport homme/femme

LE SENS DU DEVELOPPEMENT

Thème d'animation du CCFD pour 2008-2012

Pourquoi un thème d'animation : un souci pédagogique parce que le CCFD est une ONG généraliste, parce que le développement est un processus complexe, il convient alors de décomposer les questions complexes en diverses parties et d'approfondir chaque question pour mieux comprendre :

2007-2008 : Les modes de développement au Nord

2008-2009 : La Responsabilité Sociale et Environnementale des acteurs économiques

2009-2010 : Le partage des richesses

2010-2011 : droits fondamentaux et gouvernance

DES CRITERES DE PARTENARIAT

1 200 demandes reçues en 2007

500 initiatives financées dans 70 pays

Des critères liés à notre identité et à notre mission

- Un partenariat envisagé « pour tous »
- Un partenariat qui « prend son temps »
- Un partenariat qui « porte du fruit »

En outre, le CCFD ne veut pas se limiter à être un simple bailleur de fonds (financeur). Nous cherchons plutôt à participer au renforcement des capacités des organisations afin qu'elles acquièrent une plus grande autonomie institutionnelle reconnue dans un espace donné (local, régional, national, international). Nous cherchons à ce que nos partenaires deviennent peu à peu des acteurs incontournables : à des fins d'éducation, de solidarité, de plaidoyer, de transformation sociale...

Des critères « traditionnels »

- Une demande
- La capacité de transformation sociale
- Une convergence d'intérêt
- Une démarche collective

Des critères de choix des pays et des axes de priorités

Le CCFD est aujourd'hui engagé dans 70 pays environ, choisit en fonction de l'histoire du CCFD dans ces pays et des dynamiques sociales existantes.

Dans un pays, le CCFD définit des axes d'action prioritaires sur la base d'une analyse partagée avec ses partenaires et ses alliés.

Des critères classiques d'évaluation de projets :

- L'action est portée par un groupe
- Les bénéficiaires sont « partie prenante »
- L'analyse du contexte
- La pertinence des objectifs
- moyens, résultats attendus...

Critères

Voir : « Critères de choix des initiatives et partenaires soutenus par le CCFD »
Document validé par le CA du 17 juin 2008

LES PAYS

AFRIQUE et OCEAN INDIEN (20)

Afrique du Sud, Ethiopie, Bénin, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tchad, Togo. Contacts : Zimbabwe et Angola contacts en Ouganda et Tanzanie)

ASIE-PACIFIQUE (14)

Birmanie, Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande, Philippines, Indonésie, Timor, Pacifique, Inde, Sri Lanka, Corée du Nord, Chine, Pakistan.

AMERIQUE LATINE (14)

El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Cuba, Mexique, Chili, Argentine, Paraguay, Mercosur, Brésil, Haïti, Pérou, Bolivie, Colombie.

BASSIN MEDITERRANEEN (11)

Egypte, Syrie, Jordanie, Irak, Liban, Saharaouis, Tunisie, Israël, Palestine, Algérie, Maroc.

EUROPE CENTRALE (8)

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Roumanie, Tchétchénie, Serbie, Monténégro, Kosovo.

Le montant annuel d'une action financée ne dépasse pas 15 à 20 000 €. D'autre part, Le CCFD ne finance pas de construction sauf quelques exceptions. Le CCFD est attentif à la formation des acteurs

Le « Pot commun »

Tous les dons reçus au CCFD sont versés dans un « pot commun ». C'est un instrument de juste répartition de l'aide, notamment pour ceux de nos partenaires qui n'ont pas la chance d'être dans des réseaux « classiques », qui n'ont pas de « relations » particulières, et dont les activités ne sont pas particulièrement médiatisées.

Exceptionnellement, certains dons peuvent être affectés à des projets particuliers, par exemple dans les cas d'appel aux dons d'urgence (tremblement de terre, conflits armés, réfugiés).

Le programme Migrants CCFD

Intervention de Christiane Vanvincq

Lien CCFD/Congrégations

66 partenaires

Un budget de 700 000 €/ an

Une mise en réseau De nombreuses associations de France, Espagne, Italie, Hollande Allemagne, Bassin Méditerranéen, Maroc et Algérie, s'engagent pour informer, dénoncer les dérives de nos politiques...

Des actions collectives Parce que la question des migrants fait l'objet de beaucoup de controverses. Bien souvent ce sont les déclarations des leaders d'opinions ou des dirigeants, hommes politiques ou médiatiques, qui véhiculent des clichés, des fausses informations, hâtives, qui stigmatisent certaines populations,... qui posent rarement les vraies questions de fond.

2006 – Campagne d'opinion :
ETAT D'URGENCE PLANETAIRE
VOTONS POUR UNE FRANCE SOLIDAIRE.

2007 - Pastorale des Migrants et
Associations Chrétiennes
NE TRANSIGEONS PAS
AVEC LE DROIT DES ETRANGERS !
(Voir Annexe 5)

L'HISTOIRE DES MIGRATIONS AUSSI ANCIENNE QUE L'HUMANITE

La France, empire colonial...

Du XVe au XIXe siècle se sont les européens qui ont organisé la déportation d'environ 11 millions d'esclaves africains en Amérique pour y satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre. 13 % d'entre eux sont morts dans la traversée de l'Atlantique. L'esclavage a été aboli en 1848.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948

Article 13-1 : Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

Article 13-2 : Toute personne a le droit de quitter tout pays y compris le sien et de revenir dans son pays.

Article 13-3 : Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

Les européens migrants...

Pendant des années ce sont les Européens qui sont partis de chez eux pour chercher leur mieux être ailleurs parce qu'ils ne le trouvaient pas chez eux. Les français sont partis aux Etats-Unis, au Québec... (cf. *Cité de l'Immigration à Paris*).

Entre 1815 et 1915, 60 000 000 d'Européens émigrent vers les Amériques pour deux raisons principalement :

1. **Le marché du travail** Européen ne peut pas absorber tous les travailleurs dont les campagnes n'ont plus besoin en raison de l'augmentation de la productivité ;
2. Les conflits politiques ou religieux.

La France toujours à la recherche des migrants... (Voir Annexe 2 - formation de la population Lauragaise...)

Belges, espagnols, italiens, portugais, algériens, marocains, etc. se sont intégrés et ont construit la société française telle qu'elle est aujourd'hui. Certaines cultures s'intègrent plus facilement et sont mieux acceptées que d'autres...

La libre circulation des personnes dans l'espace Européen :

Les programmes Erasmus, et l'incitation aux voyages des jeunes français et des jeunes européens, est en contradiction avec la plupart des discours qui cherchent à limiter l'accueil des étrangers en France. Sortir de l'hexagone serait une bonne chose pour nos enfants, aller chercher du travail ou poursuivre ses études dans un autre pays serait une mauvaise chose pour les enfants des autres !?

La liberté de circulation des personnes fait problème alors que la libre circulation des marchandises et des capitaux s'est imposée. Il ne faudrait pas laisser l'Europe se construire comme une forteresse, arrogante et humiliante, méfiante vis-à-vis des étrangers, donneuse de leçons et peu regardante sur ses propres dérives.

Depuis les accords de Schengen en 1985 et de Maastricht en 1992, les citoyens de l'Union Européenne peuvent circuler librement d'un pays à l'autre dans l'espace européen. Mais les ressortissants des dix nouveaux Etats de l'Union n'ont pas le même droit au travail que ceux des quinze « vieux » pays européens. Craignant un afflux de migrants, ces derniers ont limité l'accès au travail des nouveaux venus, jusqu'en 2010.

L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'Identité Française en question

Depuis une quinzaine d'année, la question des migrations alimente le débat politique en France, de façon bizarre, comme un sujet fabriqué, une sorte de thème « bouc émissaire » de toutes les difficultés de la société française (peur, invasion, insécurité, étranger délinquant...). On s'interroge même en termes d'identité française. Il faut être de plus en plus vigilants face aux mensonges « publics » du genre : *La France est un « pays d'immigration massive » ?*

Le discours dominant : *Ils doivent rester chez eux ! Ils n'ont qu'à se débrouiller ! Nous n'allons tout de même pas accueillir toute la misère du monde ! Ils vont profiter de nos avantages sociaux sans avoir cotisé ! Prendre notre travail ! Comme si l'on ne payait pas déjà suffisamment d'impôt ! Et maintenant la question du pouvoir d'achat !*

Voilà les propos style « café du commerce » que l'on entend malheureusement trop souvent à la télévision, et dans la bouche des gouvernants...

Il ne faut pas perdre de vue que ce sont les « riches » qui participent le plus au dérèglement des économies mondialisées :

- nous vendons des armes,
- nous définissons les règles injustes du commerce international

Faudrait-il accepter qu'un enfant malgache, malien, chinois... soit contraint de limiter son horizon aux cases de son village ? ... *s'il ne va pas à l'école, ce n'est pas grave ; s'il n'accède pas aux soins, ce n'est pas grave ; si son niveau de vie ne progresse pas, ce n'est pas grave...*

De quoi les frontières conçues comme des murailles, sont-elles censées nous protéger ?

1. d'une invasion alors que depuis trente ans la proportion d'étrangers n'a pas changé en France...
2. d'une dégradation de notre identité, alors que l'identité française a justement cette particularité de s'être construite d'apports étrangers successifs...
3. de l'aggravation du chômage, alors que la fermeture des frontières après la crise de 1973 n'a pas empêché le chômage d'augmenter, et que le Médef (Mouvement des Entreprises de France) réclame l'entrée de nouveaux travailleurs étrangers pour répondre à l'offre de travail...

La question centrale de notre société est bien celle des frontières symboliques, celles qui délimitent l'égoïsme et la solidarité, l'individualisme et l'altruisme, le passe-droit et la justice, la transparence et le mensonge... Les frontières qu'il est urgent d'apprendre à respecter sont celles qui poussent au respect des êtres humains, quels qu'ils soient et où qu'ils vivent !

L'idée que les Etats ne peuvent pas indéfiniment empêcher la mobilité des hommes se répand. Le droit de migrer commence à être timidement revendiqué.

DEFENDRE LES DROITS

Pourquoi quittent-ils leur pays ?

- Pour découvrir le monde
- Pour avoir une formation initiale de qualité
- Pour s'ouvrir à autre chose
- Par goût de l'aventure
- Pour des raisons économiques, à la recherche de meilleures conditions de vie...

Pourquoi prennent-ils autant de risques ?

Parce que beaucoup parmi les candidats travaillent dur aujourd'hui pour rien... et qu'il y a du travail mieux rémunéré au bout du voyage. Un travailleur clandestin en Espagne gagne au minimum 30 euros par jour. Cela lui permet de manger à sa faim et d'envoyer le surplus à sa famille. Ce sont le plus souvent les familles qui se sont cotisées, ont vendu le peu qu'elles avaient, quelques économies, quelques biens, une pirogue qui ne servait plus à rien car ce sont maintenant les grands chalutiers qui ramassent tout !

Pourquoi la pirogue ne sert plus à rien au Sénégal ?

Les accords avec l'Union Européenne ne permettent plus de dépasser les eaux territoriales, alors la pêche artisanale ne nourrit plus une famille, les espèces ne se reproduisent plus à cause du passage des grands chalutiers... Alors les pêcheurs cherchent à partir.

Défendre les droits des personnes

Les discours et les choix faits par nos gouvernants montrent à la fois leur souci d'opportunisme électoral et l'inquiétude actuelle de notre société française plus soucieuse de son « pouvoir d'achat » que d'hospitalité...

Quels sont les droits élémentaires :

- *Le droit au regroupement familial*
- *Le droit d'asile* : plusieurs millions de personnes ne peuvent pas rentrer chez elles : Palestiniens, Rwandais, Congolais, Sahraouis, Algériens, Marocains, Tchétchènes, Colombiens, Soudanais... Ils ont le sentiment d'être abandonnés du monde entier.
- *La citoyenneté de résidence (droit de vote)*
- *La capacité à obtenir la « nationalité »*

DEVELOPPEMENT ET EMIGRATION

L'Aide Publique au Développement ?

Certains hommes politiques aujourd'hui disent : « augmentons l'aide au développement comme ça ils ne viendront plus chez nous ». Nous refusons de lier l'aide au développement à l'immigration :

- L'aide au développement est une question de solidarité, non pas une protection illusoire basée sur un refus de l'autre.
- *Pourquoi* un Ivoirien en France serait un « immigré » et un Français en Côte d'Ivoire un « expatrié » ?

Pour le CCFD, l'aide au développement n'est pas une alternative aux migrations. Au contraire le développement devrait généralement produire de la mobilité :

- Offrir des perspectives et des possibilités de choix : soit permettre à certains de se fixer dans leur lieu de naissance, soit donner à d'autres la possibilité de voyager s'ils le souhaitent...
- Quelqu'un qui est plus instruit, qui est en meilleure santé, qui connaît mieux le monde va avoir le désir de bouger. Donc ce n'est pas parce qu'on va augmenter l'aide qu'il y aura moins de migrations.

L'aide des migrants au Développement

Tout le monde sait que les transferts des migrants sont bien supérieurs à l'Aide Publique au Développement (APD). Plus encore, aujourd'hui l'APD diminue et les transferts des migrants augmentent !

Les envois de fonds des migrants pour beaucoup de pays du Sud, constituent leur principale source de devises. Et si l'on tient compte des envois non recensés qui transitent par des voies formelles et informelles, le montant réel est bien plus élevé.

Nos réactions

Suite au visionnement du film, nous engageons un débat pour soulever questions et réactions...

- Difficultés dans nos équipes à communiquer sur les suites des dons faits et leur efficacité. Comment être sûr que les dons servent à quelque chose ?
- Les Evêques ont insisté sur l'importance de l'aide aux pays du Sud "qu'as-tu fait de ton frère ?" en préconisant l'augmentation de l'aide au développement pour réduire l'émigration ?
- Conflit entre l'immédiateté et tout ce qui peut être inclus dans le partenariat. Les gens préfèrent avoir l'argent et qu'on leur laisse faire ce qu'ils veulent plutôt qu'un partenariat (tutorat)...
- Nouveau d'entendre que l'immigration puisse être une chance et nous avons à participer à cette vision des choses. On se dit que si les gens étaient moins malheureux chez eux ils ne partiraient pas...
- Dans nos communautés, il y a des religieux émigrés, nous mêmes sommes partis vivre dans un autre pays, et cela est bon !
- Mais aussi c'est une souffrance, une tristesse, de voir des gens quitter leurs racines, leur pays pour chercher du travail ailleurs...
- Le débat est faussé par le discours ambiant. S'il faut augmenter l'aide au développement, il convient aussi d'accueillir ceux qui veulent faire leur vie chez nous...
- "Nous voulons travailler et vivre au pays" entend-on dans le Sud-Ouest de la France !
- Le CCFD travaille dans un nombre de pays limité avec un nombre de projets limité, on peut se demander quels moyens on se donne pour augmenter ces capacités ?
- Comment être sûr que ce que l'on nous dit est vrai ? Voir le site de l'INED Institut National des Etudes Démographiques.

Qu'est-ce que cela nous fait dire pour nos congrégations et communautés au Sud comme au Nord...

Groupe 1

Nouveau regard sur l'émigration... Un regard plus positif. Vivre la différence culturelle est parfois difficile, dans nos communautés. Il faudrait aussi parler du rapport Ouest/Est ? Ne pas lier trop vite développement et émigration... Il faut commencer par donner aux pays des moyens de vivre.

Groupe 2

Localement que faire pour les 80 sans papiers ? Leur tendre la main ? École ouverte en raison des enfants de migrants. Les enfants communiquent entre eux. Les parents non. Quelle présence est attendue du religieux qui est dans un autre pays que le sien ? Un apport financier qui ne rend pas partenaire, et s'impose sans sortir l'autre de sa misère. Une amitié écoutante (cf. « Elle m'a parlée comme à une personne !»). Il y a une interdépendance, complémentarité, entre la jeunesse du Sud et les aînés du Nord. Comment accroître la confiance de chacun dans la solidarité, chacun apporte quelque chose.. Est-ce transposable de pays à pays ? Comment exorciser nos peurs ? Comment sortir de la mentalité coloniale ? Maître ou esclave" ? Constat : nécessité de passer par un organisme de développement pour aller dans un pays autre que le sien.

Groupe 3

Que faire pour que le partenariat Nord/Sud soit vrai ? Comment les exigences de formation, transfert de technologies, permettent-elles une fraternité réelle. ?

Groupe 4

Comment rendre autonome les communautés du Sud déjà dans le quotidien ? Importance de faire travailler ensemble des communautés, ou congrégations différentes (congrégations autochtones et internationales), dans l'objectif de quelque chose de neuf.

Film : Partir ou mourir - Dem Walla Dee

Un film de Rodrigo Saez avec la participation de Martine Toulotte et Sidiki Daff.

28'/DVD/Couleur/Version PAL/ Format 16/9 compatible 4/3

Ce documentaire, tourné à Dakar par des militants du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, pendant l'été 2007, donne la parole aux sénégalais, partis clandestinement en chaloupes à travers l'océan atlantique, pour rejoindre l'Europe qui verrouille ses frontières.



Par-delà les récits poignants des traversées, que nous livrent ceux qui ont essayé d'émigrer et qui ont ensuite été ramenés en avion au Sénégal, ce film nous fait découvrir les conditions de vie sans espoir de tous ceux qui veulent partir et qui dénoncent leur propre gouvernement, qui après les avoir rapatriés, les abandonne à leur sort.

Fou Malade, rappeur, Mignane Diouf, coordonateur du Forum Social Sénégalais, mettent en cause les gouvernements du Nord qui pillent leur pays depuis plusieurs siècles à travers l'esclavage, le colonialisme, la dette, les accords de pêche, les APE. Et comme nous le dit avec conviction Sidiki Daff : « La libre circulation des hommes est un droit inaliénable. »

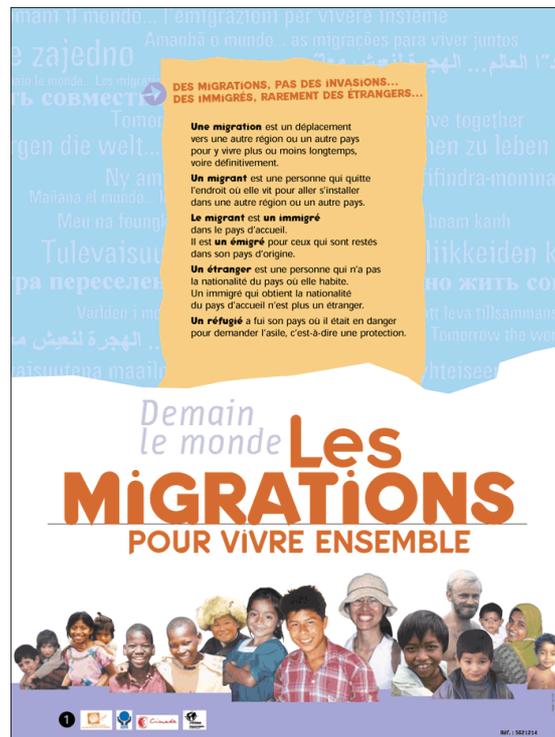
Prix : 10 euros prix de soutien / 5 euros bas revenus.

Contact : grenoble@cadtm.org

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

Fondé en Belgique le 15 mars 1990, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements luttant dans la même perspective (Jubilé Sud et d'autres campagnes agissant pour l'annulation de la dette et l'abandon des politiques d'ajustement structurel). Son travail principal : l'élaboration d'alternatives radicales visant la satisfaction universelle des besoins, des libertés et des droits humains fondamentaux.

Exposition : Demain le Monde



La campagne "Demain le monde" vise à promouvoir l'éducation au développement en France, pour cela, elle s'appuie sur un thème national, produit des outils pédagogiques et soutient des actions locales.

Les migrations pour vivre ensemble propose 3 axes de travail :

- Pourquoi les migrations ?
- Migrations internationales et aide au développement
- Migrations et citoyenneté

En partenariat avec cette campagne, le CCFD propose des outils pédagogiques :

- 📖 une exposition (CCFD/ Ritimo / Cimade) qui aborde le thème des migrations dans une perspective généraliste, la question des réfugiés, le rôle des migrants dans le développement, etc. Cette exposition est disponible en prêt dans tous les comités CCFD et les centres Ritimo de votre département.
- 📖 un dossier pédagogique destiné aux enseignants et éducateurs pour accompagner leur travail sur l'exposition.
- 📖 Okapi, numéro spécial sur la question des droits économiques, sociaux et culturels des Roms.

Test sur l'Identité

La Vie n° 3249 – 6 décembre 2007

**Qu'est-ce qui est le plus important pour l'identité nationale ?
que toutes les personnes présentes en France :**

- Respectent des modes de vie compatibles entre eux
- S'adaptent aux modes de vie français

A propos de l'Intégration, laquelle de ces deux propositions se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

- Ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer
- C'est avant tout la société française qui ne donne pas les moyens aux personnes d'origine étrangère de s'intégrer

Diriez-vous qu'aujourd'hui l'identité nationale de la France est menacée ou n'est pas menacée ?

- Est menacée
- N'est pas menacée

Un ministère de l'Immigration, de l'intégration de l'Identité nationale et du co-développement a été créé depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Diriez-vous que la création d'un tel ministère est... ?

- Une bonne chose parce que ce sont des thèmes qui sont liés
- Une mauvaise chose parce que ce sont des thèmes qui ne sont pas liés

Estimez-vous que la place occupée par les religions d'une manière générale aujourd'hui en France est... ?

- Trop importante
- Pas assez importante
- Ni trop ni pas assez importante

Pour chacune de ces catégories, diriez-vous que le fait de pratiquer sa religion est tout à fait compatible, plutôt compatible, plutôt incompatible, ou tout à fait incompatible avec l'identité nationale ?

- | | | | |
|-------------------|--|--|---|
| Les catholiques : | <input type="checkbox"/> plutôt compatible | <input type="checkbox"/> plutôt incompatible | <input type="checkbox"/> tout à fait incompatible |
| Les protestants : | <input type="checkbox"/> plutôt compatible | <input type="checkbox"/> plutôt incompatible | <input type="checkbox"/> tout à fait incompatible |
| Les juifs : | <input type="checkbox"/> plutôt compatible | <input type="checkbox"/> plutôt incompatible | <input type="checkbox"/> tout à fait incompatible |
| Les bouddhistes : | <input type="checkbox"/> plutôt compatible | <input type="checkbox"/> plutôt incompatible | <input type="checkbox"/> tout à fait incompatible |
| Les musulmans : | <input type="checkbox"/> plutôt compatible | <input type="checkbox"/> plutôt incompatible | <input type="checkbox"/> tout à fait incompatible |

La nationalité de mes ancêtres

Parents :

Grands-parents :

Arrières-grands-parents :

Arrières-arrières-grands-parents :



Nommer mes peurs face à l'étranger ou les peurs entendues...

...

...

...

...

...

Nommer les « clichés » entendus et véhiculés dans les conversations...

...

...

...

...

...

DEBAT

Il faudrait se donner les moyens de relativiser les opinions inverses pour éviter les discours dans un seul sens. Faut-il vraiment faciliter les migrations à tout prix ? Attention aussi de ne pas trop pousser le misérabilisme d'un côté en noircissant trop le tableau. Cela fait peur aux gens et on risque de ne plus être crédibles.

Les migrations : un mouvement qui a "fait le monde". C'est très bien en période de croissance. Il faut aussi tenir compte de la situation économique de nos pays. On ne peut pas accueillir tout le monde, toute la « misère du monde », à cause du chômage...

Les migrants quittent leur pays à cause de la misère pour tomber souvent dans une autre misère. Ne serait-il pas utile de faire pression pour que les gens soient mieux payés chez eux dans des entreprises délocalisées ?

L'Afrique accueille le plus d'émigrés. Les pauvres accueillent les pauvres. En Europe on a du mal à accepter d'être dérangés. Est-on prêt à changer de mode de vie ?

Ecart grandissant entre l'APD qui diminue et les transferts des migrants vers leurs pays d'origine qui augmentent.

Suis-je convertie aux articles de la Déclaration des Droits de l'Homme ? J'ai plutôt tendance à penser qu'ils sont plus heureux chez eux... on n'a pas envie d'être dérangés ni de partager, un peu (oui), mais pas jusqu'à réduire son train de vie... il y a suffisamment des pauvres chez nous !

La question de l'immigration choisie ne serait-elle pas en définitive une bonne solution pour tout le monde ?

Ne soyons pas ingénu : il faut aussi regarder ce qui ne va pas aussi du côté des migrants : intégrismes, attitudes de profiteurs...

Sans oublier les migrations Est/Ouest : Tchéchènes, Iran, Arméniens, Roms... Qu'est-ce qu'on peut faire quand ils arrivent chez nous ?

Tout est lié : immigration et souveraine alimentaire. La question de l'aide alimentaire et de la domination des uns sur les autres.

Il faudrait arriver à replacer la personne humaine au centre dans tout ce que l'on fait : l'économie au service de l'homme ; avoir une vision suffisamment globale ; que chacun puisse choisir son mode de vie ; que chacun puisse vivre tel qu'il l'entend

Le CCFD ne devrait pas dire "pensez comme nous" : c'est nous qui avons raison. Mais plutôt donner suffisamment d'éléments pour que chacun réfléchisse. Ne faisons pas d'angélisme, il y a des personnes qui savent profiter des systèmes, ça c'est sans frontières.

Crise alimentaire planétaire : 30 pays dans le monde et chez nous aussi il y a des personnes qui ne mangent pas à leur faim ! Ne soyons pas étonnés des mouvements extrémistes. Ils sont, pour certains, le dernier moyen d'exprimer quelque chose. On assiste aussi à la montée en puissance des sectes... Tout n'est-il pas lié : développement, extrémisme, immigration ?

Nos modes de vie génèrent exclusions et envies, espoir... faux espoirs ?

Ne faudrait-il pas lancer un plan Marshall pour l'Afrique ? On va leur fournir des semences, les intrants... Oui, mais : le sahel peut nourrir le sahel, il manque des infrastructures pour satisfaire les besoins locaux

En définitive, à quel niveau opérationnel, stratégique faut-il résoudre ces problèmes : ONG, Etats, capacités locales, réseaux : on évoque les Forums Sociaux Mondiaux ; l'importance d'agir sur les décideurs : FMI, OMC, Banque Mondiale, Union Européenne. ; les réseaux sont les bons lieux pour agir sur les décideurs, influencer les décideurs politiques.

Le CCFD cherche pour sa part à mieux concentrer ses forces, et à développer des réseaux, une société civile capable d'influer véritablement sur les pouvoirs. Les campagnes SOJA, COTON, POULETS, vont dans ce sens. Une société civile internationale est en train de voir le jour et de s'organiser.



Film : Regards croisés – Cimade

Le livret et le film sont disponibles à la Cimade Toulouse, au prix de 12 euros.
<http://www.cimade.org/regions/sud-ouest/activites/530-Atelier-de-creation-artistique-pour-enfants>
toulouse@cimade.org

TOUS LES HOMMES QUI VOULAIENT VOYAGER
9 enfants face aux migrations

Dans le cadre du 8ème festival "Voyages, Regards croisés sur les migrations, les associations trombone et Cumulo Nimbus ont accueillis 9 enfants pour échanger, réfléchir et créer leurs représentations des phénomènes migratoires.

Cet atelier, réalisé au centre de loisirs Bellegarde à Toulouse a donné lieu à l'élaboration d'un livret petit livret et d'un film d'animation.

Site de l'association Cumulo Nimbus
<http://www.cumulo-nimbus.org/>



cumulo - nimbus

6 rue du Châliedon
31400 Toulouse

Messages à faire passer...

Message élaboré lors de la rencontre par les participants en différents ateliers

Aux pays d'accueil

Celui qui arrive chez vous a un passé, une histoire, une culture, une famille, une terre qui font une identité. Puisque tous les hommes naissent libres et égaux reconnaissons leur dignité humaine, accueillons nous mutuellement avec nos différences et bâtissons la cité.

Aux politiques d'ici... ou de là-bas...

Nous sommes tous citoyens du monde. Les migrations sont une réalité qui touche tous les pays. Que votre politique soit en cohérence et respecte les droits de l'Homme. Que le développement soit un véritable partenariat entre pays riches et pays pauvres, entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest.

Aux migrants installés ou nouvellement arrivés

Vous êtes arrivés en France il y a longtemps. Vous êtes installés chez nous. Vous êtes devenus citoyens à part entière. Aujourd'hui accueillez les nouveaux migrants en vous souvenant ce que vous avez vécu.

A vous qui êtes arrivés nouvellement, c'est difficile de trouver votre place. Pour nous aussi, c'est difficile. Accueillir un "sans-papier" est passible de prison.

Prenez conscience de vos propres richesses.

Ne vous dévalorisez pas.

Rappelez-vous ce que vous êtes.

Ne nous regardez pas comme des riches.

Partageons nos richesses et nos valeurs.

Inventons et construisons ensemble un avenir commun.

Aux chrétiens d'ici ou de là-bas

Enfants du même Père, au delà des cultures, des races et des langues, construisons avec toutes nos différences une "Eglise Famille" où tous seront solidaires. Regardons-nous comme des frères et des soeurs et serrons-nous la main...

Aux communautés religieuses

La vie fraternelle est une richesse qui nous est donnée à partager. Relisons positivement l'histoire de nos vies, de nos cultures, nos différences sont une chance. Ouvrons nos communautés aux réalités d'aujourd'hui. Quels pas allons-nous faire ? Soyons créatifs !

ANNEXES

Annexe 1 – page 24

La mondialisation et l'immigration

Extrait « Qu'as-tu fait de ton frère ? »

Message du Conseil permanent de la Conférence des Évêques de France
à l'occasion des prochaines élections – 18 octobre 2006. www.cef.fr

Annexe 2 – page 27

La formation de la population Lauragaise aux XXe et XXIe siècles
1900-1939-2007 : l'arrivée massive des Italiens

Article paru dans Couleur Lauragais n°96 - Octobre 2007

http://www.couleur-lauragais.fr/pages/present_cl.htm

Annexe 3 – page 30

Le monde entier est un village global

http://www.populationdata.net/monde_village_global.php

Annexe 4 – page 31

Appel : Ne transigeons-pas avec le droit de l'étranger !

Initiative des chrétiens pour l'information

sur le projet de loi immigration et intégration

Annexe 5 – page 32

Bibliographie – pour aller plus loin...

Annexe 6 – page 34

Liste des participants

Annexe 1 - La Mondialisation et l'immigration

Extrait « Qu'as-tu fait de ton frère ? »

*Message du Conseil permanent de la Conférence des Évêques de France
à l'occasion des prochaines élections – 18 octobre 2006. www.cef.fr*

La France est impliquée dans le processus de mondialisation. Elle en bénéficie largement.

Il ne s'agit pas tant de s'en féliciter –pour le développement des échanges, la circulation de l'information, la découverte des cultures ou de s'en lamenter- pour les délocalisations, la non-maîtrise des politiques économiques, la concurrence à outrance. Il faut plutôt accepter de nous interroger sur nos comportements personnels et collectifs, dans cette nouvelle donne.

L'interpénétration des cultures marque la société française. Beaucoup de gens voyagent, les jeunes étudient, travaillent à l'étranger, s'y marient...

Le marché se développe en usant des différences de coût de production, mais aussi en diffusant un art de vivre qui suscite toujours le désir de gagner davantage et de consommer plus. Nous ne pouvons pas défendre nos positions, exporter produits et services, sans accepter aussi d'être rejoints par la concurrence de pays que l'on appelle « émergents ».

Nous nous sommes habitués à la libre circulation de l'argent, des marchandises, des informations, mais nous ne sommes plus réticents face à la liberté de circulation des personnes. Peut-on à la fois pratiquer la liberté du commerce, tout en barrant la route aux immigrés ou en les renvoyant chez eux ?

C'est dans ce cadre général qu'il faut réfléchir la question de l'immigration.

Pour les chrétiens, l'accueil des migrants est signe de l'importance attachée à la fraternité.

Le sujet est difficile et nous savons l'extrême sensibilité des nos concitoyens en ce domaine. Comment pourrions-nous nier les problèmes ? Comment pourrions-nous nier qu'un pays comme le nôtre a des limites à sa capacité d'accueil ? Cependant, il convient de prendre notre juste part à cet accueil. Et juste, ici, veut dire de façon généreuse.

Evêques, nous voyons nos communautés accueillir nombre de ceux qu'on appelle des étrangers ou des migrants. Leur présence nous amène à formuler quelques convictions :

- Nous estimons normal que notre pays définisse une politique de l'immigration. Cela fait partie de la responsabilité gouvernementale et tout gouvernement doit faire face à cette question.
- Dans l'Eglise, cependant, il n'y a pas d'étranger : le baptême fait accéder, où que l'on soit, à la « citoyenneté » chrétienne et l'Évangile nous appelle à une fraternité universelle. Dans bien des communautés, les étrangers ont le souci de partager avec d'autres, nous en sommes témoins.
- La rencontre avec ces frères et sœurs venus d'ailleurs nous amène à poser fortement, dans le débat public, la question de l'extraordinaire inégalité qui règne dans le monde. Sommes-nous attentifs aux choix politiques qui favorisent un développement solidaire ? Sommes-nous prêts à modifier notre mode de vie, afin de permettre un réel développement des pays les plus pauvres, en particulier en Afrique ? Sommes-nous prêts à partager concrètement pour aider les pays les moins développés ? N'est-il pas important de lancer cet appel aux Français ?
- Parmi les migrants, beaucoup, pour s'établir en France, ont franchi des difficultés considérables et certains ont risqué leur vie. Pourquoi ne pas porter à leur crédit cette volonté de rejoindre notre pays et ne pas se fonder sur elle pour leur trouver une place dans la société nationale ? Certes, nous ne pouvons pas recevoir tout le monde, mais il nous est aussi impossible de renvoyer tous les clandestins. Notre pays doit pouvoir continuer à recevoir les réfugiés politiques et ceux qui risquent des persécutions, y compris religieuses, dans leur pays.
- Enfin, réguler l'immigration veut dire pourchasser les mafias et autres circuits d'immigration clandestine, employeurs véreux, marchands de sommeil, etc.

*Conseil permanent de la
Conférence des Évêques de France
2006*

La formation de la population lauragaise aux XXe et XXIe siècles - 1900-1939-2007 : l'arrivée massive des Italiens

Le Lauragais historique, ancienne jugerie de 1252, comté de 1477, sénéchaussée de 1556 (créée par Catherine de Médicis, comtesse de Lauragais et reine de France) s'étire de Castanet à Bram, de Verfeil à Venerque, de Puylaurrens à Belpech. Si le territoire est étroit, la population est abondante : env. 130 000 habitants, soit plus que le département de l'Ariège. En plein essor démographique, la population lauragaise connaît en 2000-2007 une véritable explosion : partout des lotissements sont en construction, de rares collectifs, surtout des maisons individuelles donnant un paysage urbain nouveau ; les plus petits villages sont bouleversés.

Le cadre géographique et économique

L'agriculture lauragaise s'appuie sur des sols parmi les plus fertiles du Midi de la France : les boulbènes, terreforts, terre de rivières. Le Lauragais est la terre du blé depuis la Préhistoire, l'âge d'or du pastel au XVIe siècle, du maïs aux XVIII-XIXe siècles, la terre des moutons, avec une production massive de volailles et de porcs (grâce au maïs) ; le pays de cocagne... mais qui en 1920 est en voie de désertification du fait des nombreux jeunes paysans qui ne rentrent pas de la guerre 14-18. Le Lauragais est localisé géographiquement tout prêt de l'agglomération toulousaine. La voie ferrée de Castelnau-dary-Bram, ainsi que de nombreuses routes (Toulouse-Lanta, Labège-Baziège, la RN 113, Castanet-Villefranche ; deux autoroutes : A 61 Toulouse-Narbonne, A 66 Villefranche-Pamiers) facilitent la communication. La densité du réseau routier et autoroutier est un des facteurs qui explique la poussée urbaine actuelle.



Ici, un italien immigré en France, surnommé Pépone (signifiant Patriarche), avec son petit-fils
Crédit photo : collection Pascolini

La crise démographique du Lauragais au XIXe siècle et jusqu'en 1920

La population du Lauragais présente une composition très complexe en liaison avec des crises de dépopulation puis une source de vagues massives d'immigrants (Italiens par exemple). 1857 est une date charnière dans l'histoire démographique : c'est l'arrivée du chemin de fer Toulouse-Narbonne-Sète ; les blés russes d'Ukraine et des pays baltes arrivent à Sète-Bordeaux-Toulouse, moins chers que le blé lauragais ; même remarque pour le blé de la Beauce et la Brie. Le blé-froment lauragais ne se vend plus ou mal, son prix décroît jusqu'en 1936. C'est une crise fondamentale qui perdure jusqu'en 1940 et qui se traduit par le départ de nombreux paysans pauvres de ce Lauragais surpeuplé. L'exode rural vers Toulouse, Narbonne, Béziers, l'Algérie, vide les campagnes de leurs maîtres-valets, métayers, brassiers ; le mouvement est spectaculaire avec la vente et le morcellement des grands domaines. Dans la Piège, les villages tombent au-dessous de 80-100 habitants. Malgré son dynamique marché, Baziège se traîne péniblement au niveau de 1000 habitants. Ce mouvement se double par une chute spectaculaire de la natalité et de la fécondité : un enfant seulement par couple ; il n'y a plus de remplacement des générations, et cela à partir de 1860 jusqu'en 1914 et au delà jusqu'en 1940. Dans les petits villages les naissances annuelles avoisinent zéro. C'est sur un Lauragais très affaibli que s'abat la tourmente de la guerre 14-18 : une catastrophe majeure, comparable aux épidémies de peste ou la terrible famine de 1693-94 (2 millions de morts, sur les 20 millions de Français de Louis XIV). La guerre de 14-18 a été faite par les paysans lauragais qui sont toujours en première ligne, d'où la lourde perte : 30% des mobilisés. Pour l'ensemble de la France, le total des pertes s'élève à 1 400 000 morts soit 28% des combattants ; 30% de disparitions chez les hommes nés en 1894. Avoir 20 ans en 1914 signifie mourir en août-septembre ou encore subir une ou plusieurs blessures graves. N'oublions pas les 3 millions de blessés, les amputés, les Gueules Cassées (exemple, mon père eut la gorge ouverte, cette blessure qui ne lui permettait de se faire raser que le dimanche matin chez Marguerite à Baziège) ; 700 000 veuves, souvent avec enfants devenus Pupilles de la Nation ; 650 000 ascendants ont perdu leur soutien à la guerre.

Les survivants qui rentrent en 1915-20 sont malades, tuberculeux, déséquilibrés mentaux, amputés. Les familles sont bouleversées (autre exemple personnel, mon père a eu deux frères tués). Pour prendre la mesure de la catastrophe, il suffit de sillonner le Pays des Mille Collines en recherchant les Monuments aux Morts ; quelques-uns sont particulièrement intéressants. Celui de Castelnaudary composé d'immenses plaques de marbre rend hommage à plusieurs centaines de disparus ; à Salles sur l'Hers sont gravés les morts des années 1919-1920-1921, ils sont aussi nombreux que durant la période des combats. À St Michel de Lanès, la municipalité fait transcrire les morts de la guerre 1870-71 : six morts qui représentent beaucoup pour un petit village, 18 en 1914-18. Parfois l'âge des tués est indiqué, la majorité s'y situe entre 18 et 25 ans.

Le Lauragais en 1920 est moribond : des fermes sont abandonnées faute de paysans pour les remettre en valeur. Pendant les hostilités, plus de femmes labourent, les vieillards également ; les enfants travaillent dès l'âge de dix ans, manquent très souvent l'école. Des régions lauragaises sont désertiques, la Piège, la Montagne Noire, d'où l'impérative nécessité de faire appel à une main d'œuvre venue des pays voisins.

Les grandes vagues de repeuplement à partir de 1920

Pour expliquer les grandes vagues, nous allons étudier successivement les Espagnols et les Portugais, les Polonais, les rapatriés d'Afrique du Nord, les expulsés d'Alsace Lorraine (1940), enfin les Italiens. Il y avait à Toulouse une colonie espagnole avant 1914, il s'agit souvent de réfugiés politiques liés à l'histoire très agitée de l'Espagne au XIXe avec des guerres internes pratiquement incessantes. Des Andalous vinrent "vendanger" dans les vignobles du Bas Languedoc de 1920 à 1940 et certains s'installèrent dans la région de Bram. Puis des "immigrés économiques" arrivent à Toulouse de 1920 à 1930. Avec la sanglante guerre civile de 1936-39, 500 000 soldats républicains, femmes, enfants, vieillards passent par le Perthus, fuyant les troupes de Franco et l'aviation allemande (Légion Condor) ; internés d'abord dans " les camps du mépris" de la côte (Argelès, le Barcarès, Col-lioure), les militaires sont enfermés au Vernet (Ariège) et à Bram. Des soldats regroupés dans des compagnies de travailleurs étrangers, opérèrent dans le Lauragais. D'autres s'engagèrent dans la Légion et plus tard dans la 2ème division blindée de Leclerc ; le 25 août 1944, des espagnols de la 2ème DB sont les premiers à pénétrer dans l'Hôtel de ville de Paris. Beaucoup de civils refusèrent de réintégrer l'Espagne de Franco et restèrent en France ; ainsi le firent 50 000 d'entre eux à Toulouse, que l'on disait "ville espagnole" vers les années 1945-1960. Des crieurs y vendaient les journaux connus en Espagne comme "el Mundo Obrero". En Lauragais, quelques espagnols s'installèrent comme cultivateurs ; ils choisirent plutôt le travail des vignes, de Castelnaudary à Bram. La majorité devinrent artisans ou commerçants.

Les Portugais arrivèrent plus tard, durant les années 1970-1990, fuyant la misère de Salazar. En Lauragais, un grand nombre d'entre eux travaille dans le bâtiment ou sont commerçants (fruits et légumes notamment, mais aussi boulangerie).

Les Polonais furent appelés pour remettre en marche les mines de houille du Nord, de fer en Lorraine. À Carmaux ils bâtirent des cités spécialement conçues pour eux près de la mine (ces petites maisons toutes identiques sont toujours là). En Lauragais, ils sont souvent métayers dans les bordes. En 1940 les Alsaciens Lorrains furent expulsés des départements du Haut Rhin, Bas Rhin, Meurthe et Moselle, parce qu'ils étaient francophones et français de longue date. Ils eurent quelques heures pour rassembler leurs maigres affaires personnelles, puis furent mis dans un train, et les voilà débarquant à Villefranche, Villenouvelle, Baziège, Ayguesvives. Logés très sommairement, ils s'intègrent rapidement dans l'économie locale. Certains travaillent dans les fermes comme ouvriers agricoles, d'autres dans le bâtiment. En 1945 ils étaient parfaitement intégrés et ne repartirent pas vers la Lorraine.

Après les tragiques événements d'Algérie (1954-1967), les rapatriés d'Afrique du Nord arrivèrent en juillet-août 1962. Le mouvement avait commencé dès 1936 avec l'achat de grands domaines agricoles par des colons venus d'Algérie orientale. Ainsi le célèbre domaine de Champreux-Roquefoulet à Montgeard-Nailloux sera le premier en Lauragais, en 1949, à utiliser la machine à récolter le maïs (corn sheller). L'hébergement de cette population fut difficile. Ils s'intégrèrent bien dans l'économie locale (rarement dans l'agriculture). Beaucoup partirent pour Toulouse, d'autres vers les villes de Villefranche et Castelnaudary.

Les Italiens ont contribué à la survie de l'agriculture Lauragaise

Ils ont trouvé en route un Lauragais paralysé en 1920-30. Les grands propriétaires lauragais avaient le choix entre espagnols et Italiens. Les premiers sont avant tout des vigneron et des arboriculteurs, utilisant des mulets pour les travaux. On préféra les Italiens qui utilisent des bœufs, maîtrisent la culture du blé, surtout du maïs, l'élevage de volailles et des porcs. Ces caractères déterminent l'origine géographique des transalpins venus en Lauragais ; ils sont presque tous de l'Italie du Nord, de la basse plaine du Pô, vers Venise, Vicence, Padoue, Vérone, Udine, Treviso ou encore des régions ravagées par la guerre contre les Autrichiens (région de l'Isère). Ces hommes et ces femmes arrivent démunis de tout. Un historien de l'agriculture lauragaise(1), région de Castelnaudary, a écrit quelques lignes : "Ils sont venus, un par un, une maigre valise à la main, un peu égarés, comme sont tous ceux qui ont quitté leur pays ; c'était dans les années 1920-1930 ; ils arrivaient tous des provinces d'Udine et de Trévise, de belles vallées ouvertes au pied des Dolomites, abondantes en eaux et en soleil, mais la guerre autrichienne y était passée et repassée pendant quatre ans. La vie rurale y était misérable : les familles sont nombreuses, groupées sur des fermages de deux, trois hectares, rarement plus ; il reste peu de choses pour la table de ceux qui travaillent la terre ! C'est aussi le temps de la Révolution mussolinienne : grandes ambitions mais ce sont "les petits" qui sont malmenés (bâton, huile de ricin... et la taule !). Alors, entre famille et amis, on se cotise pour acheter un ticket de train de Venise à Toulouse, ce sera pour le plus hardi et on attendra de ses nouvelles... Beaucoup d'émigrants sont arrivés dans cette région de Toulouse ; on leur avait dit qu'il y avait là une campagne ressemblant un peu à la leur, mais qui se vidait depuis de longues années ; des métairies tombaient en ruines, mauvais chemins, mauvaises toitures et mauvaises herbes ; nos migrants, qui n'ont que leurs bras, trouvent ainsi, de ci, de là, un travail qui leur permet de subsister, d'observer, de se renseigner : ils sont bûcherons en hiver, ouvriers agricoles, maçons, etc. Cela dure des mois, un an. Dès qu'on a trouvé un toit, une terre, un patron, la famille peut arriver. Les retrouvailles sont chaleureuses, l'accueil du pays aussi parfois, mais pas toujours...! On se met au travail avec l'ardeur et l'espoir, la volonté surtout : rafistoler le logis, une truie, un sac de chaux, du sable, quelques briques, quelques chevrons, tuiles ; chaque Italien sait faire cela de naissance. On obtient du patron une vache qui donne le lait pour les petits et pour les grands parents. Tout le monde est au travail : aux champs avec les bœufs pour les hommes, au potager et à la basse-cour pour les autres quelque soit l'âge. L'accueil est très mitigé ; bon parfois, neutre le plus souvent, mais bien des fois mauvais ; à l'école, à la messe, les enfants sont acceptés mais au retour ils ont souvent à subir les railleries des petits français "ouais, ouais, les Macaronis" ! »

Les Italiens sont des travailleurs acharnés et en quelques années le Lauragais a retrouvé sa prospérité. Économistes, ils réussirent rapidement à acheter de la terre, de petites métairies. Leur intégration fut très rapide avec des mariages mixtes dès 1923. La deuxième génération est totalement lauragaise et après 1945 certains se feront tuer en Indochine.



Beaucoup d'italiens étaient fermiers, préparaient eux-mêmes leur pain et tuaient des bêtes de leur élevage. Le cochon était tué lorsqu'il atteignait 180 à 200 kg et transformé en charcuterie

Crédit photos : collection Pascolini



La musique tient une place importante dans la culture italienne. Ainsi, une fois arrivés en France, les italiens jouaient beaucoup de l'accordéon lors de réunions entre voisins



Crédit photo : Josiane Lauzé

Un baziegeois italien fut tué en Indochine vers 1953



Après l'arrivée des grands parents italiens en France, les générations suivantes se sont intégrées et ont souvent fait des mariages mixtes



Les italiens étaient solidaires entre eux, ici 2 familles italiennes qui se sont toujours côtoyées

Les mouvements contemporains - 1980-2007 : La population des villages et petites villes lauragaises connaît, actuellement, une progression très rapide. La proximité de Toulouse transforme nos collines en banlieue, ce mouvement atteint Castelnaudary, Bram et Belpech. C'est la rurbanisation du Lauragais, partout des lotissements, des pavillons isolés. Les nouveaux arrivants travaillent à Toulouse, à Labège Innopole (16 000 emplois), à Blagnac-Colomiers, dans les zones industrielles de Revel, de Castelnaudary, de Bram. L'autoroute A 66 et l'échangeur de Nailloux conduit à l'explosion de Nailloux : 600 habitants vers 1985, 4000 en 2008. Les professions sont des cadres, enseignants, fonctionnaires, mais aussi des ouvriers spécialisés ; les artisans sont nombreux. L'essor repose sur une formule : une maison, deux salaires, deux voitures, deux enfants. L'équipement scolaire suit. Nous assistons à la naissance d'un Lauragais jeune, dynamique, très différent du Lauragais agricole, avec une intense vie culturelle jusque dans les plus petits villages. L'origine géographique des nouveaux Lauragais est très variée : surtout des Toulousains qui fuient la ville, des Parisiens, des couples venant de toutes les régions françaises, quelques Anglais et Hollandais, des Allemands au Nord de Mirepoix.



Dans cette classe de l'école d'Ayguesvives en 1934, onze jeunes italiens venaient s'instruire.

Des balades dans le Lauragais permettent de mesurer les bouleversements démographiques que nous connaissons. Tous les villages ont un noyau ancien, autour de l'église et de la mairie, plus loin se sont construites des maisons contemporaines, voire de nouveaux lotissements. Un village, longtemps isolé, Nailloux, est un exemple de ces transformations. Il possède un noyau du XIIIe siècle (la place de l'Eglise et la rue du Fort), une extension du XIVe sous forme d'une bastide (rue du four, de la boucherie), au delà quelques maisons du XIXe, et enfin les vagues de constructions actuelles : autour du collège ou route de Villefranche, une zone d'activités route de Saint Léon. À Revel, à Castelnaudary on peut faire les mêmes découvertes. Si le XVIIIe siècle est celui des beaux châteaux, 2007 est l'année des belles maisons individuelles.

Jean ODOL

Bibliographie :

- (1) Jean Piat : "La terre, le vent, les hommes" Castelnaudary - 1885-1985
- Laure Teulière : "Immigrés d'Italie et paysans de France 1920-1944" - Thèse, Presses U. du Mirail 2002
- Jean Odol : "Le Lauragais" 2005
- Roger Brunet : "Les campagnes toulousaines" 1965 - Thèse
- G. Jorré : "Le Terrefort toulousain et lauragais" 1971 - Thèse
- J. Laviale : "La rurbanisation du Lauragais" 2007

Annexe 3 - Le monde entier est un village global

http://www.populationdata.net/monde_village_global.php

6 686 543 563

habitants dans le monde

le mardi 25 mars 2008 à 8 h 55 min et 17 s

Imaginons un instant que ce village soit composé de 100 habitants, il y aurait :

- 59 asiatiques
- 14 africains
- 14 américains
- 13 européens

Il y aurait également 51 femmes, et 49 hommes.

On compterait 50 jeunes de moins de 25 ans.

20 personnes (uniquement des hommes), possèderaient 80% du village et de ses richesses. 1 femme seulement possèderait sa propre terre.

Entre 5 et 6 femmes auraient subi un viol.

42 personnes ne boiraient jamais d'eau potable.

50 personnes vivraient au sein même du petit village, 50 autres seraient éparpillés aux alentours.

33 habitants vivraient une situation de conflit armé, dont 23 seraient des femmes.

5 hommes et 1 femme seraient militaires, policiers, ou gendarmes.

5 enfants travailleraient dans des conditions d'esclavage et 1 petite fille serait employée de maison sans être rémunérée.

60 personnes sauraient lire, écrire et compter. 40 seraient des hommes.

50 habitants pourraient avoir accès aux soins de santé.

20 personnes auraient accès à un ordinateur, dont 15 connectées à un réseau de type internet.

1 personne serait considérée comme riche, c'est à dire possédant plus de richesses que nécessaire pour assouvir ses propres besoins et ceux de sa famille. Elle possèderait à elle seule 50% du village et de ses richesses.

80 personnes auraient une religion, dont 40 seraient forcées de la pratiquer (sous la contrainte ou de par la coutume), et 20 autres ne la pratiqueraient pas. En outre, 5 personnes la pratiqueraient malgré des risques pour leur survie.

La bibliothèque du village ne serait accessible qu'à 24 personnes, les autres en seraient interdites. Le cinéma serait visité chaque semaine par 1 personne, toujours la même.

L'électricité serait coupée environ 50% du temps, faute de moyens. 30 personnes gaspilleraient 90% des ressources naturelles et énergétiques du village.

5 personnes seraient déjà parties en vacances. On prévoirait que 10 personnes au total le feraient d'ici 5 ans.

INITIATIVE DES CHRETIENS POUR L'INFORMATION SUR LE PROJET DE LOI IMMIGRATION ET INTEGRATION

Initiateurs :

- Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
- Cimade – Service OEcuménique d'Entraide
- Secours Catholique – Caritas France
- Service National de la Pastorale des Migrants.

Signataires nationaux :

- ACAT-France
- Action Catholique des Enfants
- Action Catholique Ouvrière
- Action Catholique Générale Féminine
- Action Catholique des Milieux Sanitaires et Sociaux
- Association des Cités du Secours Catholique
- Association Espoir
- Association Française des pharmaciens Catholique
- Association « Les Champs de Booz »
- CASP
- Centre de Recherche et d'Action Sociales (Ceras -Projet)
- Carrefour de l'Eglise en Rural
- Commission Provinciale Justice et Paix des OMI
- Communauté Mission de France
- Conseil national de l'Alliance Nationale des UCJG-YMCA
- DEFAP
- Dialogue et coopération
- DOM' Asile
- Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France
- Equipes Enseignantes
- Equipe Nationale des Prêtres-Ouvriers
- Fédération de l'Entraide Protestante
- Fils de la Charité
- Franciscain International
- Jeunesse Indépendante Chrétienne
- Jeunesse Ouvrière Chrétienne
- Justice et Paix-France
- Mission de la mer
- Mission Populaire Evangélique de France
- Mouvement Chrétien des PTT
- Mouvement du Nid
- OEuvres et Institutions des Diaconesses
- Pax Christi
- Petites Soeurs de l'Assomption
- Réseau Chrétien Immigrés
- Réseau Foi-Justice Europe – Afrique
- Secrétariat National de la Mission Ouvrière
- Service National des Gitans et Gens du voyage
- Soeurs de Notre Dame
- Société des Missionnaires d'Afrique
- Union Nationale des CPCV
- Vivre ensemble l'Evangile Aujourd'hui

Nos organisations invitent chacun à lire l'argumentaire qu'elles ont élaboré et qui met en évidence certains aspects du projet de loi, révélateurs de ses dangers. Utilisons-le pour informer, débattre, interpellier les élus qui sont nos représentants...

Annexe 4 - Ne transigeons pas avec le droit de l'étranger

A l'approche de l'examen du contenu du projet de loi « immigration et intégration », qui doit être débattu à partir du 2 mai 2006 à l'Assemblée Nationale, une conférence de presse a été organisée lundi 24 avril à 11h00, au siège du Secours Catholique - Caritas France.

Deux années après la dernière loi sur l'immigration, le gouvernement veut réformer le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et des Demandeurs d'Asile (CESEDA) « pour lutter contre l'immigration subie, promouvoir une immigration choisie et une intégration réussie ». L'immigration est ainsi officiellement reconnue pour sa contribution à notre société et des mesures devraient favoriser l'insertion, ce qui nécessite des efforts de part et d'autre. Nous sommes bien conscients qu'un tel sujet est complexe et que la responsabilité des législateurs est très lourde pour décider dans l'intérêt général. Nous tenons donc à dire nos alertes.

En privilégiant une immigration « choisie » vis-à-vis d'une immigration dite « subie » contre laquelle il faudrait lutter, se profile un recul des droits liés au respect de la vie familiale et à l'accueil des demandeurs d'asile. Ce projet veut d'un côté attirer les étrangers talentueux et compétents, ou utiles pour combler certains besoins de main d'oeuvre, mais de l'autre augmenter les obstacles pour ceux qui doivent bénéficier des conventions signées par la France sur les droits fondamentaux. Le durcissement des procédures et les allongements multiples de délai vont mettre en danger la solidité des couples avec des incidences notables sur leurs enfants. Le projet accule à la désespérance les milliers d'étrangers présents depuis longtemps en France, « sans-papiers », à l'heure où il entrerait sur le marché du travail.

Cette réforme s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Seront acceptables en France les étrangers perçus comme nécessaires pour l'économie, la personne humaine et sa situation personnelle devenant secondaires et ses droits restreints. Il est de notre devoir de chrétiens de rappeler que l'homme doit toujours être au coeur de nos choix et la loi toujours viser à protéger les plus faibles. Les premiers à « subir » la migration sont ceux et celles qui sont poussés sur les routes de l'exil, contraints par la pauvreté et la mauvaise gouvernance. Le bien commun, qui ne se limite pas à nos frontières, exige de marquer une priorité réelle et proclamée pour le développement, notamment pour que nul ne soit obligé d'émigrer contre sa volonté. L'aide au développement dans le monde et l'accueil de l'étranger sont devenus des responsabilités majeures qui supposent une solidarité accrue et une remise en cause de nos modes de vie. En tant que citoyens et chrétiens nous ne pouvons pas accepter la vision d'une société centrée sur elle-même, ni donc cette vision de l'homme qui va à l'encontre de notre tradition et de nos convictions pour le Bien commun.

Motivés par la solidarité et la défense des plus faibles, en partenariat avec de nombreux membres de la société civile, nos organismes, mouvements, associations et services chrétiens refusent que des mesures de plus en plus restrictives propulsent des milliers d'hommes et de femmes dans la précarité et le désespoir.

Aussi estimons-nous nécessaire d'éveiller les consciences, d'appeler à la vigilance, à l'information sur ce projet de loi qui compte des dispositions inquiétantes.

Nous nous engageons à agir pour que notre société porte un autre regard sur l'immigration.

Annexe 5 Bibliographie Pour aller plus loin

@ CAMPAGNE : ETAT D'URGENCE PLANETAIRE

Dans le cadre de la campagne « Etat d'Urgence planétaire : Votons pour une France solidaire, » l'action du CCFD avait pour objectif de : mettre la solidarité internationale au cœur du débat public, mobiliser les citoyens pour qu'ils inscrivent la solidarité internationale au cœur de leur choix électoral, inciter les partis à inscrire nos propositions dans leur programme.

<http://www.ccfid.asso.fr/2007/2007-index.php>

@ EXPOSITION DEMAIN LE MONDE

Demain le Monde : les migrations pour vivre ensemble
Dossier pédagogique et exposition école et collège Novembre 2004
CCFD – CIMADE – RITIMO

<http://www.ccfid.asso.fr> - www.cimade.org
www.ritimo.org - www.globenet.org/demain-le-monde/

@ NI SUBIE, NI CHOISIE

Ni subie, ni choisie, 75 propositions - pour une politique d'immigration lucide et réfléchie
Cimade 64 rue Clisson – 75013 Paris, septembre 2007 : www.cimade.org

@ QU'AS-TU FAIT DE TON FRERE ?

Qu'as-tu fait de ton frère ? – Message du Conseil permanent de la Conférence des Evêques de France à l'occasion des prochaines élections – 18 octobre 2006. www.ccf.fr

@ INITIATIVE DES CHRETIENS POUR L'INFORMATION SUR LE PROJET DE LOI IMMIGRATION-INTEGRATION

13 avril 2006 • Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement • Cimade Service OEcuménique d'Entraide • Secours Catholique Caritas France • Serv. Nat. de la Pastorale des Migrants.
www.ccfid.asso.fr/dossier/migrants/migrants.php

@ QUAND L'ETRANGER FRAPPE A NOS PORTES

Quand l'étranger frappe à nos portes – Documents Episcopats 7/8 2004
Comité Episcopal des migrations et des gens du voyage
<http://www.eglise migrations.org/index.php?ID=1010289>

@ DROIT D'ASILE : QUELQUES POINTS D'ATTENTION

Droits d'Asile : quelques points d'attention
Comité Episcopal des Migrations - Justice et Paix France – 28 avril 2003
<http://www.eglise migrations.org/ressources/10110/65/4172.pdf>

EXTRAITS... Pour aller plus loin !

Quand l'étranger frappe à nos portes – Documents Episcopats 7/8 2004

A1 – Pourquoi les migrants viennent-ils en France ?

- L'opinion publique a tendance à généraliser une figure typique de l'immigré qui ne correspond plus à la réalité : quels migrants viennent en France et en Europe et pourquoi ? Dans nos conversations : comment nourrissons-nous une image plus respectueuse de la personne migrante sur toute autre considération ?
- Quelles responsabilités portons-nous vis-à-vis des migrants chez nous ?

A2 – Une approche démographique des mouvements migratoires

- Compte tenu de l'évolution des migrations aujourd'hui : notre mode de vie est-il interrogé ? comment en parler ?
- Le fait que les pays occidentaux tentent de maintenir l'objectif de fermeture de leurs frontières est significatif de certaines peurs. Peut-on les identifier, les nommer ? Sont-elles justifiables ou bien dé passables ? et compte tenu des déséquilibres démographiques nord/sud comment répondre à la pénurie de main d'œuvre ?

A3 – Le non-développement comme facteur d'émigration

- Non développement et lien avec l'émigration :
 - Raisons naturelles : enclavement, insularité, montagnes, chaleur, froid, sécheresse, inondations...
 - Raisons culturelles : isolement, manque de liberté...
 - Raisons religieuses : fondamentalismes...
 - Raisons économiques : loi des multinationales et des mafias, marginalisation...
 - Raisons politiques : hégémonie des pays riches, dictatures, anarchie...
- Comment pouvons nous agir pour tendre vers un monde où chacun puisse éviter la misère ou l'exil et promouvoir autour de lui la paix et la dignité ?

A4 – Guerres et violence, principales sources de réfugiés

- Connaissons-nous autour de nous des personnes qui ont fui ces conflits ?
- Comment ont-elles pu se reconstruire ? Quelle est l'importance de cette expérience traumatisante pour leur identité ? Ont-ils des lieux dans lesquels ils peuvent parler de leur histoire ?

CSM	INSTITUT	CP	VILLE	FONCTION	NOM	PRENOM
0350	Sœurs de la Charité de Ste Marie	17100	SAINTES	Cons. Gén.	JAUNAS	Marie-Agnès
0750	Soeurs de l'Enfant Jésus N Barré	75006	PARIS	Sup. gén.	FLOUREZ	Colette
0850	Filles de la Croix	86260	LA PUYE	Sup. gén.	PERUGORRIA	Marthe
0880	Filles de Jésus	46230	VAYLATS	Sup. gén.	BLANC	Elisabeth
0890	Filles de Jésus	81500	MASSAC-SERAN	Sup. gén.	SALVAN	Annie
0920	Filles de Notre Dame d'Afrique	65100	LOURDES	Sup. gén.	MEJEAN	Solange
1060	Filles de la Ste Vierge	86440	MIGNE-AUXANCES	Déléguée	BRANGER	Elisabeth
1060	Filles de la Ste Vierge	86440	MIGNE-AUXANCES	Sup. gén.	TEILLER	Marie-Danièle
1370	Congrégation de l'Im. Conception	79006	NIORT cedex	Sup. gén.	DUBRAY	Lucienne
1400	Immaculée C. ND de Lourdes	65100	LOURDES	Sup. prov.	SUTER	Marie-Noël
1530	Marie Joseph et de la Miséricorde	87210	LE DORAT	Sup. gén.	CHARROIN	Marie-Noëlle
1630	Missions étrangères	31600	SEYSSES	Sup. rég.	FRAISSE	Marie-Renée
1630	Missions étrangères	31600	SEYSSES	Sup. gén.	SELVI	Philomena
1830	Notre Dame de la Compassion	31000	TOULOUSE	Sup. gén.	BERNY	Bernadette
1950	Oblates Bénédictines de Saint Jean	65100	LOURDES	Sup. gén.	LANTA	Marie-Simon
2280	La Providence de Gap	32700	LECTOURE	Sup. prov.	VIEVILLE	Jeannette
2340	Srs de la Providence St André	75006	PARIS	S. Gén. CSM	GILETH	Anneth
2530	Sœur de Saint Dominique	12000	RODEZ	Sup. gén.	BERNARD	Janine
2750	Saint Joseph de Tarbes	65100	LOURDES	Sup. prov.	PONNAU	Geneviève
2750	Saint Joseph de Tarbes	65100	LOURDES	Sup. gén.	RUAN	Marie-Gabrielle
2760	Institut des Sœurs de St Joseph	07134	SAINT PERAY	Cons. Gén.	TUFFERY	Monique
2930	Sainte Famille Villefranche de R.	89000	MONTAUBAN	Sup. prov.	LAFON	Marie-Chantal
2980	Sainte Marthe de Périgueux	33000	BORDEAUX	Sup. rég.	LAVENAT	Bernadette
2980	Sainte Marthe de Périgueux	24750	TRELISSAC	Sup. gén.	RECALDE	François Xavier
3250	Congrégation Sœurs du Christ	75015	PARIS	conseillère	LANTRADE	Mireille
3480	Union St François de Salles	12000	RODEZ	Sup. gén.	GLADIN	Anne-Marie
3490	Union Sainte Angèle de Mérici	12500	SAINT-COME-d'OLT	Sup. gén.	SERENI	Marie-Andrée
0329	Bénédictins - Abbaye Notre Dame	65190	TOURNAY	Père abbé	CHAUVELOT	Joël
0330	Bénédictins - Abbaye de Maylis	40250	MAYLIS	Père abbé	YOU	François
0400	Pères et Frères Camiliens	65100	LOURDES	Délégué	RIQUET	Michel
1900	Dominicain Province Toulouse	31078	TOULOUSE Cedex 4	Eco. Prov.	NARCISSE	Gilbert
2400	Fraternité de la Vierge des Pauvres	40200	PONTENX-LES-FOR.	Sup. gén.	LANG	René-Marie
3500	Frères mariste (fms)	75006	PARIS	Secr. Gén.	VIGNAU	Henri
3700	Frère Miss. des Campagnes	31350	BOULOGNE/GESSE	Délégué	YVERNEAU	Michel
4400	Missionnaires de La Plaine (mdp)	17100	SAINTES	Sup. interdio.	BOUDAUD	Gérard
6400	Prêtres du SC de Jésus de Bétharram	64800	L. BETHARRAM	Provincial	OYHENART	Benat
7000	Petits Frères de Jésus	65300	LANNEMEZAN	Délégué	ROMMEL	Alain